



## Voici comment les États-Unis mènent un « dialogue ». ce projet de loi ressemble à une déclaration de guerre.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Washington n'examinera pas les propositions russes relatives au non-élargissement de l'OTAN et n'a même pas l'intention de discuter de cette idée. Voilà pour le « dialogue ».

C'était la première réunion de haut niveau entre la Russie et l'OTAN depuis 2019 - venant immédiatement après le non sequitur du dialogue de non-dialogue entre les États-Unis et la Russie sur la « garantie de sécurité » plus tôt dans la semaine à Genève.

Que s'est-il donc passé à Bruxelles ? Essentiellement un autre dialogue de non-dialogue, accompagné d'une préface kafkaïenne de l'OTAN : nous sommes prêts à dialoguer, mais les propositions du Kremlin sont inacceptables.

Il s'agissait d'un coup de bluff de l'envoyée américaine à l'OTAN, Julianne Smith, qui a blâmé de manière préventive la Russie pour les actions qui ont « accéléré ce désastre ».

À l'heure actuelle, tous les êtres sensibles d'Eurasie et de sa péninsule européenne devraient connaître les deux principales exigences rationnelles de la Russie : pas de nouvelle expansion de l'OTAN et pas de systèmes de missiles stationnés près de ses frontières.

Passons maintenant à la machine à faire tourner les têtes. Les [platitudes](#) du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, ont été, comme on pouvait s'y attendre, fidèles à sa spectaculaire médiocrité. À propos du dialogue déjà anticipé, il a déclaré qu'il était « important d'entamer un dialogue ».

La Russie, a-t-il dit, « a exhorté l'OTAN à refuser d'admettre l'Ukraine ; l'alliance a répondu en refusant de faire des compromis sur l'élargissement ». Pourtant, l'OTAN « se félicite des consultations bilatérales » sur les garanties de sécurité.

L'OTAN a également proposé une série de vastes consultations sur la sécurité, et « la Russie n'a pas encore accepté, mais ne les a pas exclues non plus ».

Rien d'étonnant à cela : les Russes avaient déjà noté, avant même que cela ne se produise, qu'il ne s'agit que de tactiques dilatoires.

Les pays du Sud seront soulagés d'apprendre que Stoltenberg a défendu les blitzkriegs militaires de l'OTAN au Kosovo et en Libye : après tout, « elles relevaient de mandats de

*l'ONU* ». Elles étaient donc bénignes. Pas un mot sur les performances spectaculaires de l'OTAN en Afghanistan.

Et puis, la conclusion tant attendue : L'OTAN s'inquiète de la présence de troupes russes « à la frontière avec l'Ukraine » – en réalité à une distance de 130 à 180 km, à l'intérieur du territoire russe européen. Et l'alliance considère comme « faux » que l'expansion est « un acte agressif ». Pourquoi ? Parce que « cela répand la démocratie ».

Bombarde-moi jusqu'à la démocratie, bébé

Voici donc l'évangile de l'OTAN en un mot. Maintenant, comparez-le avec les mots qui donnent à réfléchir du vice-ministre russe des Affaires étrangères, [Alexander Grushko](#).

Grushko a soigneusement expliqué comment « *l'OTAN est déterminée à contenir la Russie. Les États-Unis et leurs alliés tentent d'obtenir la supériorité dans tous les domaines et sur tous les théâtres d'opérations militaires possibles* ». Il s'agissait d'une référence voilée à la domination sur tout le spectre, qui, depuis 2002, reste l'évangile américain.

Grushko a également fait référence aux « *tactiques d'endiguement de l'époque de la Guerre froide* », et a déclaré que « *toute coopération [avec la Russie] a été interrompue* » – par l'OTAN. Pourtant, « *la Russie a indiqué honnêtement et directement à l'OTAN qu'une nouvelle détérioration de la situation pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité européenne* ».

La conclusion est sans appel : « *La Fédération de Russie et l'OTAN n'ont pas du tout un programme positif unifié* ».

Pratiquement toutes les factions russophobes de la machine bipartisane Guerre Inc. à Washington ne peuvent accepter qu'aucune force ne soit stationnée dans les États européens qui n'étaient pas membres de l'OTAN en 1997 et que les membres actuels de l'OTAN ne tentent aucune intervention militaire en Ukraine ainsi que dans d'autres États d'Europe orientale, de Transcaucasie et d'Asie centrale.

Lundi à Genève, le vice-ministre des Affaires étrangères, Riabkov, avait déjà souligné, une fois de plus, que la ligne rouge de la Russie est inamovible : « *Pour nous, il est absolument obligatoire de veiller à ce que l'Ukraine ne devienne jamais, jamais, jamais membre de l'OTAN* ».

Des sources diplomatiques ont confirmé qu'à Genève, Riabkov et son équipe ont dû, à toutes fins utiles, agir comme des enseignants dans un jardin d'enfants, en veillant à ce qu'il n'y ait « *aucun malentendu* ».

Comparez maintenant avec Ned Price, du département d'État américain, qui s'est exprimé après ces huit heures exténuantes partagées entre Riabkov et la secrétaire d'État adjointe Wendy Sherman : Washington n'examinera pas les propositions russes relatives à la non-élargissement de l'OTAN et n'a même pas l'intention de discuter de cette idée.

Voilà pour le « dialogue ».

Riabkov a confirmé qu'il n'y avait pas eu de progrès. Revenant sur son didactisme, il a dû souligner : « *Nous demandons aux États-Unis de faire preuve d'un maximum de responsabilité en ce moment. Les risques liés à une éventuelle augmentation de la*

*confrontation ne doivent pas être sous-estimés ».*

Dire, selon les mots de Riabkov, que des efforts « significatifs » ont été déployés par la Russie pour persuader les Américains que « *jouer avec le feu* » n'est pas dans leur intérêt est l'euphémisme du jeune siècle.

Laissez-moi vous sanctionner jusqu'à l'oubli

Un bref rappel est essentiel pour comprendre comment les choses ont pu dérailler aussi rapidement.

La stratégie pas vraiment secrète de l'OTAN a consisté, depuis le début, à faire pression sur Moscou pour qu'elle négocie directement avec Kiev sur le Donbass, même si la Russie n'est pas mentionnée dans les accords de Minsk.

Alors que Moscou était contraint de prendre part à la confrontation entre l'Ukraine et le Donbass, elle a à peine transpiré en écrasant un coup d'État et une révolution de couleur en Biélorussie. Ensuite, les Russes ont rassemblé en un rien de temps une force de frappe impressionnante – avec l'infrastructure militaire correspondante – sur le territoire de la Russie européenne, afin de réagir de manière fulgurante en cas de blitzkrieg ukrainien dans le Donbass.

Il n'est pas étonnant que l'OTAN, alarmée, ait dû faire quelque chose à propos de l'idée de combattre la Russie jusqu'au dernier Ukrainien appauvri. Ils ont peut-être au moins compris que l'Ukraine serait complètement détruite.

La beauté de la chose, c'est la façon dont Moscou a retourné la situation avec un nouveau mouvement de jiu-jitsu géopolitique. La démente de l'Ukraine, encouragée par l'OTAN et accompagnée de promesses vides de devenir membre, a permis à la Russie d'exiger la fin de l'expansion de l'OTAN et le retrait de toutes les infrastructures militaires d'Europe de l'Est.

Il était évident que Riabkov, dans ses entretiens avec Sherman, refuserait toute suggestion selon laquelle la Russie devrait démanteler l'infrastructure logistique mise en place sur son propre territoire en Russie européenne. À toutes fins utiles, Riabkov a réduit Sherman en miettes. Il n'est resté que de douces menaces de sanctions supplémentaires.

Il n'en reste pas moins que ce sera une tâche sisyphéenne de convaincre l'Empire et ses satrapies de l'OTAN de ne pas organiser une sorte d'aventure militaire en Ukraine. C'est l'essentiel de ce que Riabkov et Grushko ont dit et répété à Genève et à Bruxelles. Ils ont également dû souligner l'évidence : si de nouvelles sanctions sont imposées à la Russie, il y aura de graves répercussions, notamment en Europe.

Mais comment est-il humainement possible pour des professionnels chevronnés comme Riabkov et Grushko d'argumenter, de manière rationnelle, avec une bande d'aveugles amateurs comme Blinken, Sullivan, Nuland et Sherman ?

De sérieuses spéculations ont été faites sur le délai dans lequel la Russie ne prendra même plus la peine d'écouter le « *babillage* » américain (copyright Maria Zakharova). Ce pourrait être vers 2027, voire 2025.

Ce qui se passe ensuite, c'est que la prolongation de cinq ans du nouveau traité START

expire en février 2026. Alors il n'y aura plus de plafond pour les armes nucléaires stratégiques. Le gazoduc Force de Sibérie 2 vers la Chine rendra Gazprom encore moins dépendant du marché européen. Le système financier combiné Russie-Chine deviendra presque imperméable aux sanctions américaines. Le partenariat stratégique entre la Russie et la Chine permettra de partager des technologies militaires encore plus importantes.

Tout cela est bien plus important que le sale secret qui n'est pas un secret dans le kabuki actuel des « garanties de sécurité » : la nation exceptionnaliste et « indispensable » est congénitalement incapable de renoncer à l'expansion éternelle de l'OTAN vers l'espace.

Dans le même temps, les Russes sont très conscients d'une vérité assez prosaïque : les États-Unis ne se battront pas pour l'Ukraine.

Alors bienvenue dans l'Irrationalisme Instagrammé. Que se passera-t-il ensuite ? Très probablement une [provocation](#), avec la possibilité, par exemple, d'une opération chimique secrète à imputer à la Russie, suivie de – quoi d'autre – davantage de sanctions.

Le paquet est prêt. Il se présente sous la forme d'un projet de loi déposé par des sénateurs démocrates et soutenu par la Maison Blanche, qui prévoit d'infliger des « coûts sévères » à l'économie russe au cas où Moscou répondrait enfin à leurs prières et « envahirait » l'Ukraine.

Les sanctions toucheraient directement le président Poutine, le premier ministre Mishustin, le ministre des Affaires étrangères Lavrov, le chef d'État-Major général des forces armées, le général Gerasimov, et « *les commandants de diverses branches des forces armées, notamment l'armée de l'air et la marine* ».

Parmi les banques et institutions financières visées figurent la Sberbank, la VTB, la Gazprombank, la Moscow Credit Bank, l'Alfa-Bank, l'Otkritie Bank, la PSB, la Sovcombank, la Transcapitalbank et le Fonds russe d'investissement direct. Ils seraient tous coupés de SWIFT.

Si ce projet de loi ressemble à une déclaration de guerre, c'est parce que c'en est une. Appelez cela la version américaine du « dialogue ».

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[This Is How the U.S. Does 'Dialogue': Triggering Financial Instability against Russia. "This Bill Sounds like a Declaration of War"](#)

Traduction [Réseau International](#)

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)